

OBSERVATIONS prononcées à la suite de la communication de Henri Pigéat (*séance du lundi 9 mai 2005*)

Bernard d'Espagnat : Comme nous tous, je crois, j'ai grandement apprécié la clarté et la pertinence de votre exposé, lequel, en fin de compte, a comporté, entre autres éléments, un sévère réquisitoire à l'égard d'une certaine presse, plus particulièrement audiovisuelle. Vous avez, à mes yeux, tellement raison sur ce point que, de fait, la situation me semble très grave, et de nature à conduire peu à peu les sociétés occidentales à une vraie décadence intellectuelle. Pour ma part, je ne discerne qu'un élément qui puisse nous sauver de cette dernière. Mais il est inquiétant lui aussi, car paradoxalement, alors que nos sociétés affichent à juste titre leur volonté de combler peu à peu les inégalités par trop criantes, il consiste en ce que la médiocrité médiatique secrète, par réaction, une élite. Une élite constituée de ceux que, soit leur mérite personnel soit des circonstances de natures diverses - telles que naissance dans une famille instruite - préservent de ce continuel lavage de cerveau télévisuel auquel la masse est exposée sans défense autre que stérile (par refus, ironie etc.). D'où renforcement du clivage.

J'aimerais savoir ce que vous pensez sur ce point. Et enfin il y a encore une autre chose sur laquelle j'aimerais connaître votre jugement. Il s'agit de la puissance des média. Jadis de grands esprits, Chateaubriand entre autres, ont milité pour que la presse soit libérée de l'oppression du pouvoir, et ils avaient évidemment raison. Mais il me semble qu'aujourd'hui tout a basculé. Le pouvoir a changé de camp. Indéniablement, en tout cas, la presse, principalement télévisuelle, est devenue un vrai, et très redoutable, pouvoir. Un pouvoir non démocratique - il ne sort aucunement des urnes! - et que les représentants du vrai pouvoir démocratique ont d'évidentes raisons de craindre. Si bien qu'on peut se demander si ce n'est pas, aujourd'hui, du côté des média que gît cet excès de puissance qui engendre souvent l'irresponsabilité.

Gérald Antoine : Vous avez évoqué, fort justement, la mémoire de Théophraste Renaudot, tenu pour l'inventeur en France du « Journal ». Cette évocation s'imposait d'autant plus que Renaudot était « historiographe du Roi », symbolisant ainsi l'alliance de l'histoire et du journalisme.

Une difficulté d'ordre terminologique a cependant de quoi nous troubler : Th. Renaudot n'a point baptisé sa feuille régulière d'informations « Journal », mais « Gazette » : vocable plus chantant que parlant emprunté au vénitien. Pourquoi ce choix ? Et pourquoi ce partage, appelé à un long avenir, entre d'un côté « Journal des savants », « Journal de la médecine », et de l'autre « Gazette des tribunaux » ? L'éminent homme de presse que vous êtes accepterait-il de seconder sur ce point l'historien de la langue ?

Jean Baechler : Les techniques de communication ont atteint un niveau d'efficacité tel, que les médias peuvent être informés et nous informer sur chaque instant en chaque point du globe. Les informations potentielles sont donc en nombre pratiquement infini, sans qu'aucun point ni instant fournisse le moindre critère, pour choisir entre les informations et négliger l'insignifiant au bénéfice de ce qui importe. Les critères de choix sont, en effet, procurés par des unités d'espace-temps, dont les dimensions varient avec les problèmes considérés. Il en résulte que les médias, obnubilés par l'instantané et le ponctuel, montent en épingle des événements de manière arbitraire et sont devenus incapables de leur trouver une signification. Le public se trouve ainsi noyé sous un déluge d'informations éphémères et

insignifiantes. Comme ce public a du bon sens, il pressent ce décalage croissant entre le monde de l'informations et la réalité, ce qui pourrait expliquer une désaffection et une méfiance croissantes à l'égard des médias. Ne pensez-vous pas que le moment serait bienvenu d'inventer des moyens d'information inédits, qui permettraient d'échapper à ce piège technologique et de rapprocher ce qu'il est dit de la réalité de ce qu'elle est ?

*
* *

François Terré : Dans la mesure où vous dressez un parallèle convaincant et enrichissant entre l'historien et le journaliste tout en rejetant l'idée que le journalisme soit une science, ce qui pourrait être l'objet d'une discussion, je voudrais vous poser la question suivante : est-ce que dans la ligne de ce que vous avez démontré, on peut établir le chemin d'une réflexion ultérieure sur la politisation du journaliste par rapport à la politisation de l'historien ?

*
* *

Alain Plantey : Tout est question de qualité. Pendant 20 ans, François Mauriac a publié un bloc-notes d'abord dans *Combat* ensuite dans *Le Figaro*, et des recherches m'ont amené à relire ce bloc-notes plusieurs années après. Il était remarquable car l'écrivain avait compris tous les enjeux et les personnages politiques de l'époque. Il était un journaliste qui écrivait bien et qui pensait bien. Un deuxième exemple : souvenez-vous des déclarations et des conférences de presse du Général de Gaulle à la télévision, exemples d'un usage extraordinaire de la presse par un homme d'Etat qui jamais n'a été égalé. C'était une forme de journalisme puisqu'il pesait sur l'événement.

*
* *

Gabriel de Broglie : A propos de la responsabilité en matière d'information, la communication a traité à la fois de la responsabilité du journaliste et de celle des médias. Mais les questions abordées se posent différemment selon que l'on envisage le journaliste professionnel, l'homme de culture qui obéit à un certain idéal de rigueur et de qualité professionnelle ou le média qui, lui, obéit à de tout autres préoccupations, ne se situant pas nécessairement dans le cadre d'une déontologie de l'information. Ne faudrait-il pas, à propos de tous les phénomènes observés, distinguer entre le journaliste professionnel, son souci de rigueur – vous avez utilisé la formule « digne de foi » – et les médias ? D'ailleurs l'expression de média est vague, elle renvoie à une forme d'anonymat. Les médias ont-ils l'ambition d'être « dignes de foi », d'informer leurs compatriotes et leurs contemporains ? Ce n'est pas sûr et il me semble que cela relève d'une analyse différente.

La deuxième question est la suivante : y a-t-il encore place en 2005 pour un service public de l'information qui inclurait toutes sortes de préoccupations, déontologiques, civiques, éducatives, culturelles, et pas seulement de distraction ou d'audience ?

*

* *

Marcel Boiteux : Opposant la presse et l'histoire, vous avez parlé d'évènements « trop frais » pour qu'ils puissent relever de l'historien. On peut comprendre votre propos de deux manières. Ou bien le journaliste, à la différence de l'historien, est fondé dans l'urgence à faire état d'évènements qu'il n'a pas eu le temps de vérifier complètement. Ou bien l'historien ne peut travailler sereinement sur des évènements trop récents, tant qu'il existe des témoins susceptibles de lui compliquer la vie en démolissant son interprétation des documents qu'il a soigneusement accumulés.

*
* *

Pierre Tabatoni : Vous semblez dire que, sauf exception, le journaliste n'impressionne pas très fortement l'opinion, précisément par sa manière de répondre très rapidement à des événements analysés de manière superficielle. Dans quelle mesure cette répétition n'est-elle pas la base de la formation de l'opinion générale ? Je ne parle pas des idées fortes, mais de l'opinion générale qui a elle-même des conséquences culturelles et sociales fortes.

Grâce aux technologies modernes de l'information, les opinions pourront de plus en plus se former à travers des communautés créées par la technologie d'information. A travers l'Internet les gens constituent peu à peu des communautés, ils se parlent entre eux, et très souvent c'est à partir de positions prises dans les médias que s'amorce cet enrichissement ou cette transposition des opinions des journalistes. Est-ce que vous voyez un développement considérable de ces modes d'interaction communautaires et est-ce que ce développement ne va pas exercer sur les milieux des journalistes une discipline professionnelle dont je n'apprécie pas la portée ?

*
* *

Michel Crozier : je voudrais faire une remarque sur la situation de pouvoir dans laquelle les journalistes se trouvent maintenant engagés. Vous y avez fait allusion, mais est-ce que ce n'est pas une chose particulièrement importante dans la mesure où la nouvelle orientation de l'opinion grâce au pouvoir des journalistes devient essentiel et où les solutions qu'on a trouvées sont assez différentes dans nos sociétés ?

Le pouvoir de journaliste est un pouvoir de choix dans un ensemble tellement considérable que celui qui est à la bonne intersection pour faire les choix va orienter l'opinion. Comment le fait-il ? Pour quoi le fait-il ? Il y a eu pendant assez longtemps une peur panique de l'influence du pouvoir financier. Désormais, dans une situation dans laquelle les journalistes ont pris une grande indépendance, est-ce qu'il n'y a pas un pouvoir de la presse façonnant l'opinion ? Il y a eu des incidents importants dans des pays aussi différents que l'Amérique ou la France dans lesquels on a fabriqué des événements faux ou non significatifs qui ont joué un rôle très important sans qu'il y ait eu possible vérification. Ce problème est essentiel et on n'y répond pas par le service public qui est entaché lui aussi de

suspicion ; on y répond par une déontologie interne de la profession et cette déontologie existe dans une certaine mesure. Est-ce qu'on peut espérer des progrès dans ce sens ?

*
* *

Geneviève Guicheney : Vous avez critiqué le service public dans son ensemble donc aussi le service public de la télévision qui ne jouerait plus son rôle. J'ai fréquenté assidûment les téléspectateurs pendant six ans. Ils font écho aux préoccupations que vous avez exprimées et, à leur façon, partagent votre analyse. On voit en effet le journalisme évoluer d'une façon préoccupante, soucieux d'une urgence dont on se demande ce qui la provoque, sinon la concurrence, au risque de la rigueur. On ne peut qu'être inquiet lorsque l'on entend par exemple le directeur d'un grand journal dire à propos d'une « une » spectaculaire qui le lendemain s'est révélée fautive : « Oui, bon, c'était faux mais ça aurait pu être vrai... ». Quant aux journalistes dont on fait régulièrement le procès, les analyses faites par des instituts spécialisés montrent que l'opinion leur accorde une crédibilité qui se situerait entre celle des prostituées et celle des politiques. C'est hautement préoccupant pour la vie démocratique. En effet, cela indique que les médias n'échappent pas à leur époque et qu'ils sont pris dans l'évolution du monde et de la société que vous avez décrite. Cependant je pense qu'il y a autant de diversité chez les journalistes que dans toutes les autres catégories professionnelles. On peut simplement remarquer que les journalistes cultivés, les journalistes qui ne cèdent pas à l'urgence, qui aimeraient mettre en perspective, ne sont pas ceux à qui on donne les premiers rôles actuellement ; mais ils existent, il y en a d'ailleurs dans cette salle. Précisément peut-être un jour aura-t-on besoin d'eux.

Mon interrogation porte sur l'évolution concomitante des médias et de la société. Henri Pigeat a parlé de l'épuisement du modèle consumériste, c'est-à-dire d'une évolution du modèle consumériste qui n'est plus assis sur un système de production pour l'alimenter mais qui n'aurait que lui-même pour seul objet. Je partage l'idée que les jeunes générations n'ont pas moins soif de comprendre et d'apprendre que par le passé, simplement on ne leur en donne pas la possibilité, désespérant d'elles comme par postulat.

Face à cette situation, il y a deux hypothèses : une hypothèse pessimiste qui serait qu'on avance vers une société duale avec des gens qui savent, mais qui ne disent pas et conservent leur savoir pour eux, et d'autres qui ne savent pas. Or je pense que lorsque l'on ne sait pas et que l'on ne comprend pas, on a peur et que lorsque l'on a peur, on devient méchant. Il s'agit là d'une évolution que je trouve très préoccupante. La seconde hypothèse serait que, au contraire, conscient des dangers que comporterait une telle évolution, dangers lourds de conséquences sur la politique, c'est-à-dire sur la démocratie, on pourrait assister à un renforcement du rôle des journalistes face à toutes les informations si facilement accessibles dont vous avez bien décrit la prolifération. Cela milite en faveur d'un filtre qui serait celui de professionnels conscients de leur rôle et plus généralement pour un renforcement du service public qui veille à l'intérêt général. Sa mission à mes yeux n'en est que plus nécessaire pour assurer un partage des connaissances, fournir les clés utiles à la compréhension du monde et concourir à la sauvegarde des idéaux démocratiques dangereusement mis à mal actuellement.

*
* *

Jean-Paul Clément : Vous nous avez dressé un tableau sévère de la presse et du journalisme en nous montrant comment les médias reprenaient les mêmes faits et les mêmes images dans des termes souvent comparables. Vous avez parlé d'inégalité croissante entre le spectateur perdu et la puissance des médias. Au cours des questions, Monsieur d'Espagnat a cité le nom de Chateaubriand, Monsieur Plantey celui de François Mauriac et je me demande s'il y a une catégorie de journalistes qui nous manque aujourd'hui pour rompre un peu le conformisme qui pèse sur le citoyen et qui a tendance à l'endormir. Je veux parler des chevaliers du journalisme qui ne recherchaient peut-être pas nécessairement la vérité, mais qui étaient l'expression d'une opinion, avec tout le talent et le brio qu'on leur connaissait. Les deux que j'ai cités en faisaient partie. L'élément polémique effervescent de la presse qui était un élément utile et appartenait à une catégorie de journalistes n'a-t-il pas tendance à disparaître sans doute sous l'influence des grands médias ?

*
* *

Réponses :

A Gérard Antoine : Vous me donnez l'occasion de revenir sur Théophraste Renaudot. Au risque de décevoir certains d'entre vous, je ne suis pas sûr que ce personnage puisse être considéré comme le modèle des journalistes indépendants, mais il faut se garder des comparaisons anachroniques. En revanche, son mérite est assurément d'avoir été en France l'inventeur de la presse moderne. Il l'a fait avec autant de talent que de prémonition. Renaudot, c'est moins connu, était aussi un excellent commerçant. Il fut l'un des premiers à inventer les « annonces » qui deviendront la « réclame » puis la publicité. C'est par ce moyen qu'il compléta le financement de ses « bulletins » et « relations », sorte de revues mensuelles ou trimestrielles. Ce talent commercial lui permit de trouver le titre de « Gazette » qui vient du vénitien « *gazeta* », nom d'une petite pièce de monnaie de la cité des Doges. C'est à ce prix qu'étaient vendus les « *avisi* », bulletins d'information autrefois réservés au Grand Conseil et aux dignitaires du régime. Aujourd'hui encore, le journal de Venise s'appelle le « *Gazetino* ». Par sens du marketing, Renaudot avait adopté ce nom déjà fameux et original qui répondit parfaitement à sa promesse.

A Bernard d'Espagnat : Vous avez judicieusement souligné l'inquiétante dichotomie qui tend à s'installer dans la société de « culture de masse » comme dit Habermas, entre une élite que vous avez qualifiée d'affranchie qui trouve et sélectionne elle-même ses moyens d'information - aujourd'hui peut-être par l'Internet - et la masse soumise aux grands médias, sans beaucoup de possibilités d'échapper à leur pression, sauf à les rejeter totalement. Si préoccupant que soit cet aspect du système contemporain d'information, je ne suis cependant pas certain qu'il constitue un aboutissement. Il y a eu d'autres périodes semblables dans l'histoire. La grande presse populaire de la fin du 19^e siècle et début du 20^e n'était pas très édifiante, ni toujours très soucieuse de vérité. Peu à peu cependant, les éléments les plus curieux du public ont su sélectionner les meilleures sources qui, du même coup, se sont trouvées favorisées et se sont développées. Peut-être la télévision évoluera-t-elle ainsi et diffusera-t-elle un jour une information solide pour tous.

Il est évident que les médias ne sont pas un pouvoir démocratique. Leur responsabilité n'est qu'indirectement sanctionnée. Les médias ne sont pas non plus un pouvoir d'action, sauf lorsqu'ils font campagne pour un objectif déterminé. La plupart du temps, le pouvoir des médias est négatif, il empêche plus qu'il ne crée, ce qui est jusqu'à un certain degré, souhaitable et même nécessaire.

La puissance des médias d'aujourd'hui est évidemment sans commune mesure avec ce qu'elle était hier, pour une double raison. D'abord par leur poids et par leur influence sur l'opinion. Les télévisions – c'est un lieu commun que de le souligner – pèsent plus lourd que le plus grand, le plus populaire et le mieux fait des journaux. En second lieu, les médias, en s'industrialisant, sont devenus partie prenante de groupes financiers ou industriels. On sait toutes les questions que suscitent les différents intérêts présents dans les groupes de médias en France comme ailleurs.

Il existe plusieurs moyens de freiner les pouvoirs des médias lorsqu'ils sont excessifs. L'éthique professionnelle d'abord - et je reviendrai sur la nuance qui a été faite entre l'éthique du journaliste et l'éthique du média –c'est-à-dire le sens du travail bien fait et la réflexion commune professionnelle qui établit un certain nombre de limites et qui organise un débat pour sanctionner les excès ou appeler l'attention sur le dépassement de ces limites, la responsabilité et le respect du public enfin. Le pluralisme des titres est un autre moyen, mais il faut être conscient de ce que les moyens financiers nécessaires pour développer aujourd'hui un grand média, notamment une radio ou une télévision sont tels que, très vite s'installent des positions dominantes, voire des monopoles qui rendent difficile tout contrepoids sérieux.

L'observation de la plupart des pays montre toutefois que ce pouvoir des médias est aujourd'hui beaucoup moins utilisé pour des objectifs politiques, que pour des objectifs consuméristes.

Si certains de mes propos vous ont paru pessimistes, j'aimerais corriger cette impression en soulignant que l'évolution des médias comme de toute chose est permanente. Sans doute sommes nous à un moment de rupture, mais l'évolution n'est pas achevée. Dans la durée, on peut admettre que la télévision n'est pas encore sortie de ses maladies de jeunesse. Je ne suis pas certain que les grandes chaînes de télévisions demeureront aussi dominantes qu'elles le sont. La situation nord-américaine montre que les grands réseaux généralistes de télévision perdent du terrain au profit de programmes plus petits, plus locaux, plus sectoriels. La situation présente des médias, en France et même en Europe, n'est pas définitive. Ce qu'il est convenu d'appeler « le paysage audiovisuel » et plus largement des médias est encore loin d'être stabilisé.

A Jean Baechler : Votre question pose le problème majeur du temps et de sa gestion. Les sciences ont déjà su le dominer. Grâce à Einstein, on a parfaitement intégré le fait que la réalité était liée à un certain moment et à un certain lieu. Comme il l'a analysé, l'heure vue sur un cadran éloigné ne pouvait pas être l'heure réelle de l'observateur, puisque la vitesse de la lumière établissait un certain écart entre les deux points. Faute de pouvoir s'exprimer en équations, les médias ne peuvent faire de même.

Les techniques actuelles de transmissions laissent croire à l'instantanéité d'un phénomène produit dans un lieu lointain. Cette illusion crée un biais. Nous croyons vivre les événements en direct, mais nous les vivons en fait dans un léger différé inconscient. Présenté ainsi, cela paraît très abstrait et finalement peu important. On peut très bien admettre par convention que la réalité est ce que nous percevons. Mais, dans l'application quotidienne des choses, cela induit diverses difficultés. En matière économique, par exemple, le fonctionnement des marchés est dépendant d'informations dont les fluctuations affectent les choix des opérateurs. Où se situe la réalité ? Du fait des médias modernes, la diplomatie se trouve aujourd'hui en rupture fondamentale avec la méthode traditionnelle. Les actes diplomatiques se font aujourd'hui devant les écrans ou les micros et non plus seulement par l'analyse d'un certain nombre de positions et de documents. Où est le temps de la raison ? Des réponses claires manquent malheureusement encore à ces questions nouvelles.

A François Terré : Je me garderai de qualifier le travail de l'historien. Pour le journaliste, celui qui risque la politisation me paraît être d'abord celui qui n'est pas un très bon professionnel. S'il a suffisamment de métier, de rigueur et de caractère, le journaliste peut résister à la politisation. Il peut avoir des opinions politiques arrêtées et être capable de faire un journalisme indépendant et honnête intellectuellement. La politisation me paraît donc le symptôme d'une faiblesse. Il n'en est pas moins vrai que l'évolution des médias et celle du journalisme grand public poussent à la facilité. Il faut peut-être aujourd'hui plus de caractère et de métier pour résister aux conditions dans lesquelles se traite l'information, dans l'instantanéité, face aux réactions immédiates du public, mais aussi des sources, c'est-à-dire des services de communication des ministères, des partis politiques, des syndicats et d'autres émetteurs.

A Alain Plantey et à Jean-Paul Clément: Si vous me le permettez, je ne classerai pas le Général de Gaulle dans la catégorie des journalistes. En revanche, je vous accorde qu'il avait une maîtrise et un usage exceptionnels des médias, preuve de son excellence en tant qu'homme politique et homme d'Etat. Vous avez fait référence à de grands noms, tel que celui de François Mauriac. Il y a plusieurs façons de faire du journalisme. On peut analyser les faits et on peut exprimer une opinion. Ayant l'honneur de présider une école de journalisme, je recommande à nos élèves d'analyser d'abord les faits et de tenter de découvrir la vérité. Ce n'est qu'ensuite qu'ils pourront éventuellement se risquer à émettre une opinion dans des éditoriaux. Chateaubriand, Victor Hugo ou plus tard Raymond Aron illustrèrent ainsi la presse sans être véritablement journalistes. Les *Choses vues* d'Hugo, sont sans doute une des plus belles analyses quotidiennes jamais produites sur une société. Les témoignages et les points de vue exprimés par ces auteurs avec la hauteur de vue et le talent que l'on sait font partie du journalisme. Le journal qui ne publierait qu'une stricte analyse de faits serait mortellement ennuyeux.

A Gabriel de Broglie et Geneviève Guicheney : En France, je ne crois malheureusement plus guère au service public de la télévision. Il a succombé d'abord à la fin de la rareté des fréquences, mais aussi à la crise de son financement et aux corporatismes. Je le regrette d'autant plus que deux pays peut-être, ont encore un service public de télévision. Le premier est le Royaume-Uni avec la BBC malgré certaines évolutions préoccupantes. Le second est le Japon avec le groupe NHK qui a su garder une éthique et un souci de qualité.

La principale chaîne de télévision du service public français ressemble aux chaînes les plus commerciales. Sans doute, est-ce vers Arte ou France 5 qu'il faudrait chercher les vestiges de l'idéal de service public.

Je crois beaucoup en revanche qu'un facteur d'évolution positive, réside dans la distinction entre l'éthique individuelle du journaliste – c'est pour cela qu'on essaye de le former – et l'éthique souvent oubliée du diffuseur. On a laissé s'installer au fur et à mesure que l'entreprise de presse grossissait, une sorte de dichotomie entre la responsabilité du rédacteur en chef et celle du directeur, le second n'étant souvent chargé maintenant que de trouver de l'argent, d'acheter les machines et de gérer l'entreprise. C'est une grave erreur. Un journal ne peut pas se développer efficacement si ces deux responsabilités ne s'exercent pas en phase. D'excellents journalistes sont devenus de bons directeurs. Des directeurs non journalistes d'origine se sont intéressés efficacement et intelligemment à l'information. Ces deux niveaux de responsabilité doivent travailler de concert. Ils ont l'un et l'autre une responsabilité pour maintenir l'équilibre entre la finalité sociale et la nécessité commerciale du média.

A Marcel Boiteux : Je crois qu'il faut un certain temps pour découvrir la vérité. Sans doute, est-ce la limite du journalisme. C'est aussi ce qu'on essaye d'enseigner dans les écoles. On n'atteint jamais complètement la vérité. On s'en approche. L'historien a un peu plus de chance d'y parvenir parce qu'il dispose d'un temps de décantation. Etre à l'abri des pressions de l'opinion et des sources est le privilège de l'historien. Les journalistes américains, après les événements de New York, ont produit une information souvent passionnelle, cocardière et parfois fautive. La presse américaine n'a retrouvé la maîtrise d'elle-même que six mois après la prise de Bagdad. Cela était la conséquence d'un climat politique et social. Pendant la guerre civile au Liban, l'AFP relevait ses équipes de journalistes tous les six mois pour éviter qu'ils ne cèdent à l'atmosphère passionnelle du secteur géographique où ils se trouvaient. Les médias peuvent difficilement ne pas être l'écho de leur siècle, de leur milieu et des circonstances dans lesquelles ils travaillent.

A Pierre Tabatoni : On ne peut qu'être prudent sur la question de l'opinion. Les analyses ne sont guère définitives sur ce phénomène. La répétition à l'infini d'un certain nombre d'images et d'idées a-t-elle un effet certain ? Elle n'est pas sans influence, mais en même temps, on observe toujours, y compris dans les pays les plus totalitaires, qu'une opinion autonome existe contre les pressions et contre les tentatives d'encadrement. Dans les époques les plus rigoureuses, en Union soviétique ou en Chine, une opinion publique existait, exprimée avec prudence dans des cercles restreints. La difficulté était de la trouver. Vous avez raison de dire que l'Internet, en particulier dans la forme dite de « blogs » offre une voie nouvelle. Un peu comme le café du commerce, elle permet de prendre une distance par rapport à ce que disent les autorités. La limite du phénomène tient à ce que sur l'Internet, il n'y a pas de distinction entre ce qui est vrai et ce qui est faux. Peut-être au fil du temps, l'Internet, trouvera-t-il des pratiques journalistiques comparables à celles qui se sont construites au 19^e siècle quand entre 1830 et 1860, les premiers journaux sérieux ont émergé dans le flot de toutes les publications.

A Michel Crozier : Notre propension à faire plus de lois qu'aucun autre pays, y compris en matière de presse crée une curieuse situation. Quand on demande au législateur pourquoi il multiplie les lois sur la presse, il répond que c'est nécessaire car les médias se montraient incapables d'autodiscipline. Quand on interroge les journalistes, ils répondent qu'ils ne peuvent pas s'auto-discipliner puisque c'est la loi et le juge qui leur disent impérativement et en détail ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire.

La vérité est qu'une large part de ce qu'on appelle la déontologie professionnelle du journaliste et des médias est en France dans la loi et dans la jurisprudence à la différence de ce qui existe dans la plupart des pays démocratiques. A cela, s'ajoute le fait que traditionnellement les relations entre le pouvoir politique et la presse sont souvent ambiguës. Le même Théophraste Renaudot qu'évoquait le Recteur Antoine tout à l'heure n'a pu faire sa gazette que parce qu'il bénéficiait du soutien sonnante et trébuchant du Cardinal. D'une certaine façon cette tradition pèse encore sur les médias. C'est au fur et à mesure qu'ils s'en dégagent qu'une éthique professionnelle et une auto-discipline peuvent s'affirmer.